



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



anses

# RESULTATS DE L'ETUDE PESTI'HOME DROM ET LANCEMENT DE L'ETUDE CHLOREXPO

Copils locaux chlordécone juillet 2021



# Objectifs de l'étude Pesti'home DROM

## Périmètre et contenu de l'étude

L'étude Pesti'home concerne **l'utilisation à domicile des pesticides disponibles à la vente pour les particuliers** :

- **produits phytopharmaceutiques** utilisés pour protéger les plantes d'intérieur et d'extérieur,
- **produits biocides** utilisés à la maison pour lutter contre les insectes, les acariens, les rongeurs ou les parasites et moisissures du bois,
- **médicaments antiparasitaires humains et vétérinaires** contre les poux, les puces ou encore les tiques.

Etude basée sur **l'identification précise des produits stockés à domicile** (photos, base de données des produits)

Etude réalisée de février à juillet **2015** auprès de 608 ménages résidant en **Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion**.

## 2. Résultats de l'étude Pesti'home DROM

# Plus d'un ménage sur deux utilise des pesticides à domicile dans les DROM

Comme dans l'hexagone, l'utilisation des **pesticides à domicile est très répandue dans les DROM** :

58,3 % des ménages martiniquais, 70,1 % des ménages réunionnais et 94,8 % des ménages guadeloupéens ont utilisé des pesticides au moins une fois dans l'année.

Les produits sous forme **d'aérosols ou de sprays** sont les produits les plus fréquemment employés.

Dans les DROM, le climat tropical favorise la prolifération d'insectes comme **les moustiques, cafards et fourmis**. Ces derniers apparaissent donc comme la principale cible des traitements.

L'utilisation des produits pesticides tous usages confondus est ainsi **3 à 4 fois plus fréquente que dans l'hexagone**.

La part des **très forts utilisateurs**, c'est-à-dire ceux utilisant des pesticides plus de deux fois par semaine au moins, représente près de 1/3 des ménages à La Réunion, 1/4 en Guadeloupe, et 1/5 en Martinique.

# Des produits aujourd'hui interdits retrouvés dans les stocks à domicile

Sur les 3 îles, plus de 80 % des ménages stockent au moins un pesticide à domicile, principalement dans la cuisine, la remise ou le garage.

Comme dans l'hexagone, certains de ces produits, aujourd'hui interdits à la vente, ont été retrouvés, en particulier les produits phytopharmaceutiques dont l'achat peut parfois remonter à 10 ans ou plus.

Au moment de l'étude, près de **24 %** des produits stockés chez les ménages en Guadeloupe, **27 %** en Martinique et **20 %** à La Réunion, **étaient interdits à la vente.**

# Comme dans l'hexagone, des précautions d'emploi et d'élimination pas assez respectées

En Guadeloupe et en Martinique, près de **80 %** des produits non utilisés et périmés **sont jetés à la poubelle au lieu d'être apportés en déchetterie**. Sur l'île de La Réunion, ce chiffre atteint **60 %**.

D'une manière générale, **les précautions** et recommandations d'emploi des produits ne sont **pas toujours lues donc méconnues et peu respectées**.

A titre d'exemple, si l'application de la dose préconisée et les recommandations figurant sur la notice ou l'emballage du produit sont globalement bien respectées sur les 3 îles, ce n'est pas le cas pour **les produits destinés aux insectes volants et rampants** tels que les moustiques, les blattes, les fourmis ni pour les répulsifs employés sur le corps et/ou sur les textiles.

# Recommandations





# Mieux informer pour réduire l'exposition des utilisateurs et l'impact environnemental

Au regard de ces résultats, l'Anses rappelle les recommandations émises lors de la publication du volet hexagone de Pesti'home et tout particulièrement la nécessité de mieux informer les forts utilisateurs de l'importance de :

**lire les précautions d'emploi** et de les respecter : aération de la pièce où le produit a été utilisé, port de gants lorsque cela est mentionné, respect de la dose recommandée, etc.

**déposer en déchetterie les produits stockés** depuis longtemps et contenant des substances aujourd'hui interdites, ainsi que les emballages vides des produits,

respecter les **conditions de conservation et d'utilisation** des produits, en veillant par exemple à **informer l'utilisateur au moment de l'achat**. L'Anses rendra un avis courant 2021 sur l'arrêt du libre-service pour certaines produits biocides destinés au grand public.

# Mieux informer pour réduire l'exposition des utilisateurs et l'impact environnemental

L'Anses recommande qu'une **information plus lisible et plus claire sur la composition de ces produits** soit apportée aux consommateurs par les fabricants.

En outremer comme dans l'hexagone, pour limiter la prolifération des insectes et notamment des moustiques, l'Anses invite enfin les particuliers à **éliminer les points d'eau stagnante** qui constituent des lieux de ponte en :

vidant les coupelles sous les pots de fleur,

nettoyant les gouttières pour faciliter l'évacuation de l'eau,

couvrant les réserves d'eau de pluie.



# LANCEMENT de L'ETUDE CHLOREXPO

# ChlorExpo : réduire l'exposition des consommateurs par la préparation des aliments

L'étude ChlorExpo vise à approfondir les connaissances sur **l'effet des modes de cuisson sur la teneur en chlordécone des aliments**. En effet, des travaux de l'Agence en laboratoire indiquent de façon préliminaire que la cuisson pourrait diminuer la quantité de chlordécone transmise par les aliments.

Ceci permettra d'émettre, si nécessaire, de nouvelles recommandations sur les habitudes alimentaires, comme par exemple les modes de préparation (épluchage...), et de cuisson des aliments pour **réduire l'exposition de la population au chlordécone sans renoncer aux produits ou aux modes de productions et de distribution locaux**.

Etude financée par la DGS dans le cadre du plan Chlordécone IV, suivi par un GT d'experts

# ChlorExpo : réduire l'exposition des consommateurs par la préparation des aliments

3 étapes :

- Etude sur les **modes de préparation et de cuisson** (été 2021),
- **Prélèvements et préparation/cuisson d'aliments** selon les habitudes de la population (2022),
- **Analyse des teneurs en chlordécone dans les aliments** en laboratoire (2022-2023).

# Lancement de la première étape en juillet 2021

La première étape de l'étude ChlorExpo consiste en une étude représentative auprès des consommateurs sur les **modes de préparation/cuisson des aliments**, réalisée par Ipsos Antilles pour l'Anses, en Guadeloupe et en Martinique.

Au total, environ 750 foyers de Guadeloupe et 750 foyers de Martinique participeront à cette étude, de début juillet à septembre 2021.

L'étude se déroulera à domicile. Les habitants seront interrogés, d'une part, sur **leurs habitudes d'achat des aliments** contribuant le plus à l'exposition au chlordécone et, d'autre part, sur **leur manière de les cuisiner**.